

N° DP 24/391

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT POUR L'ANNEE 2024 - ASSOCIATION "LES PESCADOUS DU CREUX ST GEORGES" - ACQUISITION D'UNE CHAMBRE FROIDE NEGATIVE - 12 000 EUROS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

VU la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 4 avril 2024 pour l'attribution d'une subvention de 12 000 euros,

CONSIDERANT la demande de subvention en investissement de l'Association « Les Pescadous du Creux Saint Georges » à TOULON PROVENCE MEDITERRANEE de 12 000 euros pour l'acquisition d'une chambre froide négative durant l'exercice 2024, sur un budget prévisionnel total de 22 113,33 euros,

CONSIDERANT qu'il est important de soutenir la petite pêche côtière artisanale dont la vente des produits se fait exclusivement en circuits courts et répond aux objectifs du Projet Alimentaire de Territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

CONSIDERANT que la vente directe permet de valoriser la pêche traditionnelle, de faire connaître le métier, les espèces pêchées et d'améliorer la rentabilité économique de la filière et maintenir l'activité des ports,

CONSIDERANT que l'Association « Les Pescadous du Creux Saint Georges » a pour objet : la participation et l'organisation de festivités et manifestations sur le territoire en lien avec les produits de la mer, la découverte du métier de pêcheur au travers le Pescatourisme, des séances en relation avec l'Accueil Collectif de Mineurs sous forme d'ateliers, l'organisation de vide-greniers...,

CONSIDERANT que l'acquisition d'une chambre froide négative permettra à l'Association « Les Pescadous du Creux Saint Georges » de conserver/congeler les appâts utilisés pour la pêche à la palangre aux casiers et aux filets,

CONSIDERANT que l'aide de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE reste essentiel en matière de soutien à la pêche,

CONSIDERANT la convention, ci-jointe,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention ci-annexée avec l'Association « Les Pescadous du Creux Saint Georges » en vue de l'attribution d'une subvention de 12 000 euros, soit 78,98 % maximum du coût total de l'acquisition d'une chambre froide négative en 2024.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au budget Principal 2024 : article 20421 – opération 1241, fonction 6312.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **17 MAI 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



FOR BAY V I

CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT EN 2024

ASSOCIATION « LES PESCADOUS DU CREUX SAINT GEORGES »

ACQUISITION D'UNE CHAMBRE FROIDE NEGATIVE

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107 boulevard Henri Fabre à TOULON, représentée par son Président en exercice, agissant en vertu de la décision DP N° 24 / en date du 2024, ci-après désignée « La Métropole »,

ET

L'Association « Les Pescadous du Creux Saint Georges », ayant son siège 3, place du 11 novembre 1918 à SAINT MANDRIER SUR MER, représentée par son Président Monsieur Thierry RAUT, désignée le LPCG,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'acquisition d'une chambre froide négative devrait permettre d'améliorer l'effort de pêche par la conservation des appâts pour la pêche à la palangre aux casiers et aux filets.

Il est important de soutenir la petite pêche côtière artisanale dont la vente des produits se fait exclusivement en circuit courts. La vente directe et le rapport direct entre pêcheurs et consommateurs permet de valoriser la pêche traditionnelle aux petits métiers, de faire connaître le métier et les espèces pêchées, d'améliorer la rentabilité économique des entreprises et de maintenir l'activité des ports.

Par ailleurs la vente en circuits courts répond aux objectifs du Projet Alimentaire de Territoire TPM par l'approvisionnement de la population en produits locaux de qualité.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que le LPGC s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2024.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU LPGC

Le LPGC s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant le logo TPM (et éventuellement PAT) sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Afficher le logo PAT TPM sur le matériel acquis,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de le LPGC. Le LPGC informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement en investissement, pour l'exercice 2024, le LPGC à hauteur de 12 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2024, article 20421 – opération 1241– Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 54,26 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **12 000 euros** sera versée au **LPGC** de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **8 400 euros** à la notification de la présente convention
- Le solde, soit **3 600 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - o Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2024 par le bénéficiaire, signé par le Président et le Trésorier. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - o Factures acquittées liées à l'investissement signées par le Président et le Trésorier,
 - o Le rapport annuel d'activités 2024 évaluant l'impact de l'achat subventionné,
 - o Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2024 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par le Président et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par le LPGC lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par le LPGC. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DU LPGC

Le LPGC adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

Le LPGC doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

Le LPGC doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

Le LPGC doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Le LPGC valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

Le LPGC doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, le LPGC s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : **15 793,33 euros sous la forme d'une facture acquittée**
- Qualitatifs : Acquisition d'une chambre froide négative

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec le LPGC afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, le LPGC s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

ARTICLE 10 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par le LPGC de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera le LPGC par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité le LPGC à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de le LPGC à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de le LPGC.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par le LPGC est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 12 : RENOUELEMENT

La convention est conclue pour l'année 2024. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, le LPGC procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

ARTICLE 13 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

Le LPGC s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, le LPGC devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 14 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de le LPGC Var, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 15 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour l'Association « LES PESCADOUS DU CREUX SAINT GEORGES »</p> <p>Le Président Thierry RAUT</p>	<p>Pour la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
---	---

ANNEXE I :

Le LPGC s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

CONTEXTE

L'Association Les Pescadous du Creux Saint Georges (LPCG) a été créée le 30 janvier 2020. Elle est composée de 8 pêcheurs sur la commune de Saint Mandrier sur Mer

Cette Association a pour objet :

- La participation et l'organisation de festivités et de manifestations sur le territoire de la commune de Saint Mandrier sur Mer et notamment, la fête de la Saint Pierre avec procession en mer et dégustation des produits de la mer,
- L'organisation également de « deux grillades des pêcheurs » en juillet et août, pour faire découvrir et valoriser les produits de la pêche artisanale,
- De favoriser la promotion de la pêche artisanale sur la commune, avec la découverte du métier de pêcheur au travers de l'activité de Pescatourisme,
- D'organiser dans l'année en relation avec ACM (Accueil Collectif de Mineurs) 3 séances de présentation du métier de pêcheur professionnel sous forme d'ateliers (présentation d'un navire de pêche, matériel de pêche, et vente de poissons),
- D'organiser également, l'activité de vide greniers, les deuxièmes dimanches de chaque mois, sur la place des résistants à côté de la halle des pêcheurs, activité qui permet, de faire une journée de vente de poissons supplémentaire, pour les jeunes pêcheurs.

DESCRIPTIFS DES ACTIONS du LPGC en 2024

La demande de subvention porte sur l'équipement du local de l'Association par l'acquisition d'une chambre froide négative d'un montant de 15 793,33 euros. Cette chambre froide négative permettrait de conserver/congeler les appâts : calamars, encornets, sardines, maquereaux, ... utilisés pour la pêche à la palangre. Environ 1,5 tonne à 2 tonnes par an d'appâts sont utilisés.

ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL 2024

Dépenses			Ressources	
Postes de dépenses	Montant	Nature des concours financiers	%	Montant
Achats	21 293,33	Vente de produits finis		10 113,33 €
Chambre froide	15 793,33 €			
Autre matériel & fourniture	5 500 €			
Services Extérieurs	740 €			
Entretien et réparation	450 €	TPM		12 000 €
Assurance	170 €			
Documentation	120 €			
Autres Services Extérieurs	80 €			
TOTAL :	22 113,33 €	TOTAL :		22 113,33 €

La subvention de 12 000 € représente 75,98 % du montant de l'acquisition

